

75.02.01 Aide au démarrage des entreprises forestières

1. Base réglementaire PSN	
Fonds	FEADER
Type d'intervention RDR 4	Aide à l'installation
Base réglementaire : article du PSN	Article 75.02
Intitulé dispositif régional NAQ	Aide au démarrage des entreprises forestières
Indicateurs de résultats associés	R.37 : Croissance et emploi dans les zones rurales : nouveaux emplois créés dans des projets bénéficiant d'une aide
Indicateurs de réalisation associés	O.27 : Nombre d'entreprises rurales recevant une aide au démarrage
Description du dispositif régional (objectifs, enjeux, périmètre)	Dans un contexte de diminution du nombre de travailleurs manuels en forêt, il s'agit de faciliter l'installation d'entreprises de travaux forestiers en zones rurales en contribuant à l'amélioration des conditions de travail et de sécurité des femmes et des hommes.
Date indicative de démarrage du dispositif	Janvier 2024
2. Eligibilité	
Bénéficiaires éligibles	<ul style="list-style-type: none"> Les personnes physiques qui, dans les 6 mois à partir du dépôt de la demande d'aide, créent une micro-entreprise dans le but d'exercer une activité manuelle de travaux forestiers dont le siège social est en Nouvelle-Aquitaine et en zone rurale. Les micro-entreprises de moins de 6 mois à partir du dépôt de la demande d'aide dans le but d'exercer une activité manuelle de travaux forestiers dont le siège social est en Nouvelle-Aquitaine et en zone rurale. <p>Les microentreprises sont définies comme des entreprises qui emploient moins de 10 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 2 millions d'euros.</p> <p>La zone rurale se définit comme toutes les communes de la Nouvelle Aquitaine de moins de 30 000 habitants auxquelles s'ajoutent les espaces agricoles, forestiers et naturels des communes de 30 000 habitants et plus.</p> <p>Ces conditions sont vérifiées à la date de la demande d'aide.</p>
Conditions d'éligibilité	<p>Un plan d'entreprise sur 3 ans décrivant au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ la situation économique de départ du bénéficiaire ; ✓ les objectifs et les étapes du développement des nouvelles activités ; ✓ les détails sur les actions à mener pour développer les activités : investissements, formations et conseils.
Coûts éligibles	Sans objet
Inéligibilité	
Eligibilité temporelle des dépenses	La mise en œuvre du plan d'entreprise commence dans un délai de neuf mois à compter de la date de la décision

	d'octroi des aides.
Ligne de partage PSR/autres dispositifs régionaux ou nationaux	Existence d'un dispositif régional commun à l'ensemble des petites entreprises. L'aide décrite dans cette fiche est spécifique au secteur forestier. Des contrôles croisés seront mis en place.
Ligne de partage FESI	Aucune autre aide de ce type n'existe au titre des FESI, donc il n'y a aucun risque de double financement.
3. Modalités d'octroi de l'aide	
Principes de sélection	Primo créateur (trice). Diplômes ou expériences professionnelles. Formation à l'intervention à proximité des réseaux, et aux gestes de premiers secours. Adhésion à une structure professionnelle. Adhésion à une démarche de type « ETF Gestion durable de la forêt ».
Fonctionnement du dispositif	Fil de l'eau
Bonifications éventuelles	
Montants et taux maximum d'aide publique	Une aide de 4 000 € à 10 000 € plafonnée aux fonds propres.
4. Nature et montant de l'aide	
Taux de cofinancement FEADER	60%
Type de soutien	Subvention
Top up	Non <u>Oui</u>
Co financeurs principaux/ponctuels	Région
5. calcul du montant de l'aide	
Plancher (en dépenses éligibles)	Non
Plafonds (en dépenses éligibles)	Non
Modalités de versement	Aide versée en plusieurs tranches, le dernier versement est subordonné à la mise en œuvre effective du plan d'entreprise.
Recours à des options de coûts simplifiés (OCS)	Sans objet
Précisions éventuelles sur le calcul appliquées à certaines catégories de dépenses	
Règlementation aides d'Etat	Hors champs de l'article 42 du TFUE : nécessité de rattachement à un régime d'aide d'Etat (régime d'aide en cours d'écriture).
Maintien des dépenses	Non concerné